

Admission de la Palestine à l'Organisation des Nations unies - Position de la France (4 novembre 2011)

Le 21 septembre dernier, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le président de la République a présenté la vision de la France pour avancer sur le chemin de la paix au Proche-Orient. La France a pris ses responsabilités en proposant une solution réaliste permettant à la Palestine de voir son statut rehaussé à celui d'État non-membre observateur des Nations unies, afin de faire progresser l'existence internationale de la Palestine dans la perspective d'une solution à deux États. C'est pourquoi la France a soutenu la demande palestinienne d'adhérer à l'UNESCO.

Alors que la région connaît des bouleversements, la légitimité de l'aspiration palestinienne à un État est indiscutable. La demande palestinienne n'a cependant aucune chance d'aboutir au Conseil de sécurité en raison notamment de l'opposition déclarée des États-Unis. La France, par la voix du président de la République devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 21 septembre, a mis en garde la communauté internationale contre les risques de confrontation et de blocage qu'une telle démarche pourrait engendrer.

C'est pourquoi le 3 novembre, au cours d'une réunion du comité d'admission, le représentant permanent de la France aux Nations unies a indiqué que la France n'aurait pas d'autre choix que de s'abstenir au Conseil de Sécurité.

Dans ce contexte, la France réitère sa proposition consistant à envisager, à ce stade, pour la Palestine le statut d'État non-membre observateur à travers une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, qui serait une étape supplémentaire vers l'admission.

La France réaffirme son attachement à une solution de paix globale, juste et durable. Nous appelons de nouveau les deux parties à faire tous les compromis nécessaires à une reprise sans délai des négociations directes, seul moyen de parvenir à la création effective d'un État de Palestine souverain et viable, vivant aux côtés d'Israël en paix et en sécurité sur la base des lignes de 1967 avec des échanges agréés de territoires. Un tel État aura naturellement vocation à devenir immédiatement membre des Nations unies.

Enfin, la France poursuivra également son engagement aux côtés de l'Autorité palestinienne pour construire sur le terrain les bases économiques et institutionnelles du futur État de Palestine.